

LE PROJET D'HÉBERGEMENT DE NUIT À WOLUWE- SAINT-LAMBERT

DIWAN

À la suite d'une interpellation introduite par 120 citoyens, une maison a été mise à disposition par la Commune de Woluwe-Saint-Lambert pour héberger des exilés du parc Maximilien pendant les nuits hivernales. Cette Maison **DIWAN** est un hébergement collectif d'une capacité de 10 à 12 personnes, et elle a été ouverte depuis novembre 2018 avec le soutien des autorités communales et dans le cadre des activités de la [Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés](#).

Une association sans but lucratif, « Espace Diwan », a ensuite été constituée pour soutenir les actions d'aide et d'hébergements collectifs de migrants à Woluwe-Saint-Lambert. Gérée par des citoyens de Woluwe, elle a poursuivi l'action de Diwan depuis le mois d'avril.

Cette association soutiendra la création future d'un logement collectif sur le territoire de Woluwe dans des bâtiments en attente de rénovation ou des biens immobiliers mis à sa disposition.

En tant que citoyens, vous avez la possibilité de vous investir et de participer à votre manière.

Ce sont des citoyens solidaires des environs qui se relaient chaque soir et chaque matin pour accueillir et échanger avec les exilés, préparer de bons petits repas, assurer les trajets, les lessives etc. Si le projet vous intéresse, que vous avez des questions pratiques, n'hésitez pas à vous faire connaître auprès de la coordination générale de Diwan : carla.goffi@skynet.be ou annemarie.dieu@gmail.com.

www.communehospitaliere.be

RENDONS NOTRE COMMUNE **HOSPITALIÈRE**

UNE EUROPE DES LIBERTÉS, ANCRÉE DANS LE RESPECT DE L'ÉTAT DE DROIT, DE LA DÉMOCRATIE ET RESTANT SOLIDAIRE ENVERS SES CITOYENS ET LES EXILÉS QUI ASPIRENT À SES VALEURS.

La réflexion de base que je me suis faite et qui est à la source de mon indignation sélective est que si mes enfants étaient traités par un gouvernement étranger de la même manière que le gouvernement belge a traité les gens qui dorment à la gare du Nord ou dans le parc Maximilien, je ne suis pas certain que je voudrais entretenir des relations amicales avec cet État ou l'aider à affronter les défis qui se posent à sa société.

Cette indignation a été une force pour m'encourager à prendre action, si vous aussi êtes indignés par une chose qui se produit autour de vous, entourez-vous d'autres personnes ayant la même envie d'agir et organisez un réseau local, le changement commencera comme ça! La rencontre des autres est vraiment un stimulus pour libérer votre prise de conscience.

N'attendons pas que des décisions soient prises par les autres, lançons-nous!

L'expérience Diwan, notre collectif citoyen qui est parvenu à mettre en place un logement collectif où une dizaine de personnes ont été nourries, logées et blanchies pendant plusieurs mois en collaboration avec la plateforme citoyenne et une commune bruxelloise est le genre de partenariat qui peut émerger en collaboration entre l'associatif, des citoyens qui veulent le changement et les autorités.

Dans le contexte global, dans lequel de grandes injustices marquent la vie de tant de personnes dans le monde, l'Europe (par ceci nous voulons dire ses citoyens et citoyennes, les associations et entreprises, ainsi que les États membres et les institutions européennes) doit développer des stratégies et mettre en place les organes et instruments collectifs, opérationnels et financiers pour faire accueillir de manière digne

des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés mais aussi ses résidents les plus défavorisés de manière générale, pour qu'ils intègrent plus rapidement : un logement dans nos villes et villages, les formations qui accélèrent la participation sans délais excessif au monde du travail et à une expérience de vie dans une société démocratique active et organisée, où le multipartisme, les droits de l'Homme et les différences d'opinion sont acceptées et défendues au quotidien.

Des mécanismes financiers doivent bénéficier aux régions dont les autorités, associations et citoyens d'Europe accueillent le plus de nouveaux arrivants tant communautaires qu'extracommunautaires, dans des conditions dignes. Cet accueil peut être une première couche de liant qui soudera socialement la société multiculturelle de demain.

Des solutions paneuropéennes doivent être encouragées par ses élites pour maintenir un dialogue multilatéral, assurer une paix sociale européenne et accueillir dignement la misère humaine nourrie par les exploitations passées, les guerres civiles actuelles et les destructions économiques qu'elles entraînent. Les migrations ne sont pas une crise, elles seront une réalité démographique quotidienne subie par ces exilés qu'ils se rendent en Europe ou qu'ils séjournent dans des camps loin de nos frontières. L'Europe doit les écouter et agir sans délais.

La lutte contre les passeurs de frontières, doit être assurée par la mise en place de voies légales communes mises en place pour assurer un parcours migratoire en sécurité. Nos états doivent, c'est encore plus criant dans le contexte du Brexit, se rendre compte que notre territoire de l'UE n'est pas qu'un point de départ ou d'arrivée mais est également un territoire de transit permettant d'assurer une réunification familiale rapide pour les exilés dont les proches vivent dans les pays comme la Grande-Bretagne, la Suisse ou la Norvège mais aussi dans d'autres pays de l'Union européenne.

Des communautés entières ont été dispersées aux quatre coins du monde tantôt par des actes génocidaires, tantôt par des organisations terroristes. Les victimes de génocide ne doivent plus voir leur ethnocide prolongé au sein de l'UE par une répartition aléatoire une fois arrivées.

Une politique européenne d'accueil spécifique doit être mise en place. Un effort pour ressouder ces communautés porteuses d'une culture particulière serait une mesure symbolique forte alors même que l'Europe porte sa part de responsabilités en la matière. Un partenariat avec les membres de ces groupes devrait permettre l'acquisition des compétences pour la reconstruction de leur « cité » une fois le retour rendu possible.

La recherche d'identité des victimes de la migration mortes dans l'anonymat devrait être rendue obligatoire et être financée par les fonds de la recherche sur la génétique. Un reproche qui est souvent fait à nos sociétés occidentales est que la vie des « blacks » n'a pas autant de poids dans nos décisions que celle de nos ressortissants. Pour reprendre un slogan qui a fait son effet en Amérique « Black Life Matters. », un changement d'approche est nécessaire pour réintroduire de l'humanité dans nos politiques européennes d'accueil et de voisinage avec le continent africain.

Notre proposition est que les corps des noyés en Méditerranée devront toujours faire l'objet d'une identification génétique de sorte à pouvoir prévenir les proches des victimes de l'exode du décès de leurs proches et pour qu'ils puissent en faire le deuil. Nous savons en Belgique que la disparition d'un enfant n'est pas quelque chose d'acceptable et la pire chose qui puisse arriver après la mort, c'est l'incertitude dans laquelle vivent les proches. Le deuil est un besoin universel et nous devons nous assurer que les familles des victimes ne soient pas oubliées.